

Des voix: Oh, oh!

M. Friesen: Incohérents, mais réfléchis.

En fait, tout cela a commencé la semaine dernière quand nous débattions l'amendement proposé par le Nouveau parti démocratique en vue de renvoyer ce bill à six mois. Nous l'avons appuyé. Malheureusement, les néo-démocrates n'en ont pas fait autant, car 35 p. 100 de leur caucus n'est pas venu voter, y compris certains députés des Prairies qui étaient absents pour le vote, ainsi que leur chef.

Dans son discours de ce soir, le député de Yorkton-Melville a reproché aux libéraux d'avoir présenté cette mesure. Je lui rappelle, et les habitants des Prairies le savent certainement, que c'est à cause des néo-démocrates que les libéraux sont au pouvoir et qu'ils ont pu présenter ce projet de loi. Il est un peu tard pour verser des larmes de crocodile, car si c'est arrivé, c'est parce que les néo-démocrates ont aidé le parti libéral et se sont faits ses complices.

M. Fulton: J'invoque le Règlement, monsieur le Président. Je voudrais simplement rappeler au député de Surrey-White Rock-Delta-Nord (M. Friesen) que lorsque cette mesure a été présentée à la Chambre, 37 conservateurs étaient absents et que le gouvernement n'a remporté le vote que par 24 voix.

M. le vice-président: Il ne s'agit pas d'un rappel au Règlement.

M. Friesen: Le député de Skeena (M. Fulton) a tort non seulement au sujet du Règlement, mais également sur bien d'autres plans.

M. Smith: Expliquez-vous.

M. Friesen: Le député de Regina-Ouest (M. Benjamin) a eu l'audace de venir ici ce soir après avoir saboté le vote la semaine dernière et proposé une motion en vue de renvoyer le sujet du projet de loi à un comité et de faire traîner le débat encore un peu plus.

M. Benjamin: N'est-ce pas ce que vous voulez?

M. Friesen: Les membres du NPD jouent sur les deux tableaux. D'une part, ils affirment qu'ils feraient n'importe quoi pour bloquer le projet de loi, mais d'autre part ils veulent qu'il soit renvoyé au comité.

M. Benjamin: Non, non, c'est son objet.

M. Friesen: Le député de The Battlefords-Meadow Lake (M. Anguish) a déjà indiqué à la Chambre quel type de comité nous devrions mettre sur pied. Que veulent-ils au juste? Ils veulent tout mettre en œuvre pour l'empêcher de passer mais ils veulent aussi faire partie du comité. Quelle est leur véritable intention?

Cet après-midi j'ai écouté le député de Kootenay-Est-Revelstoke (M. Parker) nous parler des terres de la Couronne de sa circonscription. Il a affirmé que le gouvernement provincial devrait détenir tous les pouvoirs relatifs aux richesses énergétiques. Cela ne concorde pas avec les propos de son voisin, le député de Kootenay-Ouest (M. Kristiansen), qui a dit que lui et l'ancien premier ministre David Barrett remettraient toutes

Transport du grain de l'Ouest—Loi

les richesses naturelles entre les mains du gouvernement fédéral. Si ces voisins ne peuvent s'entendre, on comprend facilement pourquoi 84 p. 100 des Canadiens ne peuvent les supporter.

Des voix: Bravo!

M. Epp: Ils représentent seulement une partie de la solution des 16 p. 100 au Canada.

M. Benjamin: Benno, demandez à quelqu'un de vous donner des notes, ce qui vous permettra de continuer à parler.

M. Friesen: Il existe cependant une bonne raison de s'opposer au projet de loi. D'abord la façon dont il a été présenté à la Chambre. Pendant un an et demi, le ministre a parcouru le pays en donnant des conférences de presse, en donnant ça et là des renseignements sur ce que serait son projet de loi. Mais il n'a jamais déposé de projet de loi à la Chambre. Il ne voulait pas nous donner de loi à étudier. Pendant ce temps, il distribuait des éléments d'information aux groupes de pression libéraux de toutes les régions, juste assez, au moins ce qu'eux paraissaient souhaiter, afin qu'ils défendent la position du gouvernement et continuent d'attiser l'opinion afin que la loi modifiant le tarif du Nid-de-Corbeau puisse passer comme une lettre à la poste. Les représentants de l'industrie du bois de construction de Colombie-Britannique nous ont demandé d'appuyer le projet de loi. C'est ce qu'ils nous disaient il y a un an et demi, mais il n'y a aucun rapport entre les propositions que nous a faites le ministre il y a un an et demi et le projet de loi qu'il a déposé. A l'époque, les groupes de pressions libéraux de la côte pacifique nous demandaient d'appuyer le projet de loi. Aujourd'hui encore, ils le réclament, même si le gouvernement a changé radicalement le contenu du projet de loi. On ne s'étonnera donc pas que nous ne fassions guère cas de l'avis favorable de tels groupes de pressions. La procédure adoptée est inacceptable. Il est tout aussi inacceptable de procéder par conférences de presse que de ne pas nous fournir le texte du projet de loi pour que nous puissions l'étudier. Toute la démarche est inacceptable.

Aux alentours du 10 mai, le gouvernement a déposé un projet de loi qui contient une formule de paiements et de subventions compliquée. Après deux jours, il a voulu en débattre et deux jours plus tard, il a voulu imposer la clôture. Si le projet de loi est valable, il mérite que nous en débattions ouvertement. S'il est si bon que cela, il peut supporter un examen. Pourquoi le gouvernement a-t-il voulu imposer la clôture après deux jours de débat?

Pourquoi imposer la clôture à l'étude d'une mesure qui concerne un secteur de 6 milliards de dollars, une mesure qui va influer sur le gagne-pain et le mode de vie de millions de gens? Il faut bien se le dire, comme l'a si bien fait remarquer quelqu'un l'autre jour, nous n'aurions pas été menacés de la clôture en l'espace de deux jours s'il s'était agi de la pêche dans les Maritimes. Mais ce sont des agriculteurs qu'il s'agit. Le très savant député a dit que l'agriculture n'était pas subventionnée. Or, j'aimerais bien que ce soit elle au lieu des sociétés ferroviaires.